**Correction New Deal**

**Introduction.**

“Prosperity is around the corner” scande le président Hoover en 1932, persuadé que la crise apparue en 29 n’est que transitoire. Le début des années 30 est au contraire un marasme économique, provoquant l’arrivée au pouvoir de F.D. Roosevelt et la mise en place de politiques novatrices, illustrées par deux documents. Le premier est le programme politique du parti républicain de 1936, critiquant vertement la politique de Roosevelt et appelant à la restauration des traditions américaines bâties autour de la liberté individuelle. Le second est une affiche de campagne de 1944, vantant les réussites de Roosevelt face à la crise.

La crise des années 30 est en effet profonde, crise économique et financière d’ampleur, mais surtout crise sociale qui voit apparaît le premier chômage de masse et le développement de la misère. Face à ce défi, le président Roosevelt fait intervenir l’Etat dans le champ économique pour « relancer la pompe » et réguler le marché, mais aussi dans le champ social où il devient le protecteur des plus démunis. Si cette politique inspirée des principes keynésiens permet une reprise de la croissance dès 1933, elle s’inscrit en rupture avec les valeurs américaine de liberté individuelle et l’orthodoxie économique libérale.

Face à ce constat, on peut se demander en quoi l’intervention de l’Etat dans la sphère économique et sociale constitue une rupture importante aux Etats-Unis. Pour cela on s’interrogera dans un premier temps sur les remèdes de Roosevelt face à la crise, puis dans un second temps sur la rupture que ces remèdes ont créé.

1. **Des remèdes forts face à la crise :**
2. **Une crise majeure :**

Doc 1 : « chômeurs » et doc 2 colonnes de gauche.

* Crise des années 30 est une crise exceptionnelle par son ampleur et sa durée. Crise à la fois économique avec surproduction (pas de suivi des salaires = higher wages ») et financière venant d’une bulle spéculative à Wall Street , qui entraîne faillite de très nombreuses banques : « banks closed »= 4500 banques font faillite de 29 à 32. Le credit crunch qui s’ensuit entraîne la faillite de très nombreuses entreprises (baisse de la Y d’environ 50% de 29 à 32).
* Crise qui devient sociale avec explosion du nombre de chômeurs (12 millions en 33) : naissance du « chômeurs » (doc 1) véritablement nouveau, car auparavant société encore très rurale, possibilité de retourner dans les campagnes. Pas de filet social donc misère intense, soupe populaire et naissance du « hobo » sur les routes qui a tout perdu, même son logement (hoover town : campement de tentes) : « bread lines » et « homeless »

1. **L’Etat à la relance :**

Doc 2, colonne de droite, doc 1 « New deal ».

* Nouvelle pensée économique : keynésianisme (Théorie Générale, 36)= idée que le marché n’est pas parfait, qu’il engendre des crises, qu’il doit donc être régulé par l’Etat. Lors des crises, l’Etat doit « relancer la pompe » par une politique de relance de la demande. Roosevelt, élu en 1932 sur ce programme économique de rupture, réélu en 1936 puis en 40 : le « New deal ».
* Etat intervient sur le marché : contrairement à ce que disent les Républicains il n’y pas de « monopole réglementé » (sorte de monopole public), ce qui serait contraire aux lois anti-trust. Par contre la politique du NIRA impose des règles aux entreprises : demande aux entreprises de ne pas licencier ni de baisser leurs salaires (« higher wages ») contre label, obligatoire à partir de 35. Idem sur le marché agricole avec le AAA : idée de « restriction de la production » (doc 1) agricole pour faire remonter les prix= prime à l’arrachage et prix plancher garantie par l’Etat.
* Etat dirige l’économie : création de grands chantiers publics (routes, ponts comme le Golden Bridge, etc…) avec la PWA, comme la TVA.

1. **L’Etat social :**

* Terme de New Deal est très clair : nouvelle donne, plus équitable entre les nantis et les moins riches, idée de redistribution des richesses.
* L’Etat intervient dans le domaine social, devient le garant d’une société plus juste qui vient au secours aux plus faibles : reconnaissance des syndicats dans les usines, encadrement des loyers (« low rent home ») et surtout mise en place en 1935 du « Social security act » : premier véritable système d’assurance sociale, venant en aide aux chômeurs, aux retraités pauvres, aux veuves et aux orphelins= embryon de l’Etat-providence.

1. **Une rupture politique et économique :**
2. **La place de l’Etat remet en cause le principe de liberté :**

« déshonoré les traditions américaines (doc 1) », « droits et liberté ont été violé » doc 1.

Nouvel Etat fort qui intervient dans les domaines économiques et sociaux, avec un homme fort à sa tête, Roosevelt (doc 2), va à l’encontre de la tradition américaine fondée sur la liberté individuelle. Rappel de la liberté comme valeur fondamentale lors de la construction des Etats-Unis : liberté religieuse pour les migrants protestants (Pilgrim Fathers), liberté sociale pour les migrants fuyant l’ancien régime européen, enfin liberté lors de l’indépendance face à la GB. Pour Tocqueville (De la démocratie en Amérique), la liberté individuelle définit la société américaine. Le mythe du self made man incarné par un Carnegie ou un Rockfeller est l’illustration de cette réussite fondée sur une liberté sans entrave. En ce sens, l’Etat est vu comme une institution coercitive venant bafouer et limiter les libertés individuelles (sémantique de la liberté dans le doc 1) : l’inflation du rôle de l’Etat sous Roosevelt et donc une véritable rupture politique et philosophique pour les US.

1. **Et le dogme classique :**

« donner une chance à l’entreprise individuelle », doc 1

Jusque dans les années 20 dogme des écoles classiques (Adam Smith, De la Richesse des Nations, et David Ricardo) et néco-classique (Léon Walras, l’Equilibre général)= idée que le marché est parfait, qu’une main invisible entraîne la répartition optimale des ressources et la satisfaction de chacun. A la base de ce marché, la liberté individuelle associée à la liberté d’entreprendre. Toute action de l’Etat est alors jugée néfaste, car perturbe les équilibres du marché et entraîne la crise.

Le problème est que les remèdes classiques mis en place par le président Hoover (doc 2) n’ont pas permis de sortir de la crise : politique de déflation, qui cherche à baisser les salaires et les prix, et qui aggrave la crise de surproduction. Pire, le marché est accusé d’avoir causé la crise, notamment par les comportements spéculatifs sur le marché financier et le manque de redistribution des gains de productivité aux salariés sur le marché du travail, qui a empêché le suivi des salaires.. Dès lors la rupture keynésienne d’une intervention de l’Etat est une remise en cause totale du dogme libéral et une rupture économique majeure.

1. **Qui reste critiquée :**

« suppression des restrictions sur la production,… »

Si le New Deal permet un redémarrage de la croissance dès 1933, et une accélération dès 1935, la situation reste compliquée jusqu’à la veille de la guerre : le niveau de production de 29 n’est toujours pas retrouvé en 38, alors que le nombre de chômeurs restent élevés (8 millions) « rétablissement des emplois ». Les Républicains ont donc beau jeu de critiquer le New Deal au nom de la défense de la liberté individuelle et de l’idéologie libérale= la hausse des salaires est accusée d’ « augmenter les coûts de production » des entreprises ; les prix garantis dans l’agriculture entraîneraient « la cherté de la vie » ; les grands travaux seraient de l’emploi artificiel, au contraire de « l’intégration des chômeurs dans l’industrie et l’agriculture ». Leurs accusations ne peuvent cependant masquer leur échec et la rupture introduite par Roosevelt, qui sera réélu de 32 à 45, et incarnera un tournant dans la politique des US.